

**Voeux du président de la
République - Lutte contre le
terrorisme - Union européenne -
Voeux aux armées de M. François
Hollande, président de la
République**
(Mont-de-Marsan, 06 janvier 2017)

Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Parlementaires, les Élus,

Madame la Maire de Mont-de-Marsan,

Monsieur le Chef d'état-major des Armées,

Mesdames, Messieurs les Officiers généraux

Officiers, sous-Officiers, Officiers mariniers, Soldats, Marins, Aviateurs, Gendarmes,

Mesdames, Messieurs,

Nous nous retrouvons pour cette cérémonie de voeux aux Armées ici, à Mont-de-Marsan.

Je veux au nom de la Nation toute entière vous adresser mes meilleurs voeux et je souhaite y associer vos familles et tous ceux qui vous sont chers.

Je voulais ici, à Mont-de-Marsan, saluer tout particulièrement l'armée de l'Air et son chef d'état-major, le général Lanata, non seulement pour l'accueil qui m'est fait, mais pour l'excellence du travail qui est mené pour des missions périlleuses, pour mener à bien les fonctions qui sont les vôtres et les services que vous devez rendre à la nation.

J'ai pu m'en rendre compte au cours de cette visite. On m'avait annoncé du brouillard, vous avez fait en sorte de le chasser avec tous vos matériels ; le froid n'a rien empêché et j'ai pu voir non seulement l'excellence des avions et hélicoptères qui étaient ici présentés, mais surtout l'excellence professionnelle des personnels pour les servir.

On peut avoir des matériels de haute performance et il faut y veiller ; il faut aussi et surtout avoir les personnels pour mener les missions.

J'ai pu également constater qu'ici, à Mont-de-Marsan, mais c'est vrai dans d'autres sites de nos armées, il y a une capacité d'innovation. On invente le perfectionnement des matériels et des outils qui vont être utiles à toutes les armées et peut-être même au-delà. Je veux ici en féliciter tous les concepteurs.

D'une manière générale depuis 5 ans, depuis que j'assume moi-même cette fonction de chef de l'État et chef des armées, j'ai pu constater l'efficacité et la disponibilité de nos forces. Les Français savent ce que vous faites pour eux et ce qu'ils vous doivent, notamment dans ces circonstances.

Ils mesurent également, je vous l'assure, les risques que vous prenez et les sacrifices que vous acceptez. C'est pourquoi, en leur nom, en présence de votre ministre et de vos chefs, je veux vous exprimer et vous témoigner ma gratitude.

Je m'incline également devant la mémoire de vos camarades qui sont morts au champ d'honneur l'année dernière. Je pense à Mickaël Poo-Sing, à Damien Noblet, à Michael Chauwin, à Fabien Jacq qui sont tombés au Mali. Je pense aussi à ceux qui sont décédés en service, à l'entraînement ou en mission.

Mais je n'oublie pas ceux qui ont donné leur vie pour la France ces dernières années, toutes ces dernières années : en Afghanistan, au Niger, en République centrafricaine, au Burkina Faso, au Mali encore.

Ce prix du sang est très élevé, mais c'est aussi la place et l'honneur de nos armées que d'être en première ligne dans le combat que nous livrons pour la paix, pour la liberté et pour les valeurs de la République.

J'ai voulu que le 23 mars prochain, une cérémonie puisse marquer le lancement d'un projet de monument des opérations extérieures. Il sera érigé à Paris en mémoire de nos 600 soldats, aviateurs et marins morts pour la France en opérations extérieures depuis 50 ans.

Je veux également évoquer les familles qui affrontent ces deuils. Lors des cérémonies qui sont organisées après ces terribles épreuves ou tragédies, avec le ministre de la défense, je rencontre ces familles qui sont marquées par le chagrin.

Je suis toujours saisi par leur dignité, et même par leur fierté, devant le sacrifice de leurs enfants. Elles savent pourquoi ils sont morts. C'était le sens même de ce qu'ils avaient voulu donner en s'engageant pour nos armées. Je veux saluer ces familles courageuses et je sais aussi que vous les accompagnez toujours avec fidélité et solidarité.

Je veux évoquer aussi les blessés. Encore récemment, deux ont été particulièrement éprouvés dans une opération au Levant. Ils ont été des modèles, des exemples d'abnégation, de courage et ils doivent être entourés et accompagnés.

Voilà Mesdames et Messieurs, le message tout simple que je venais ici vous livrer et qui est un message personnel que j'ai ressenti tout au long de ces dernières années. Combien grande est la fierté d'être chef des armées, quand on voit cette somme d'engagement, de dévouement et également de qualité, pour exercer les missions qui vous sont confiées.

Mais il faut savoir que la France a une place singulière au sein de la communauté internationale. C'est ce qui justifie que nous ayons cet effort de défense et cette armée que beaucoup nous envient. Parce que par notre histoire, par les valeurs que nous portons, par les idéaux que nous servons, nous avons un message à délivrer au monde et nous avons à prendre aussi nos responsabilités dans le règlement des grandes questions qui touchent la planète.

La France ne peut pas vivre repliée, recroquevillée, en considérant qu'il n'y aurait que l'Hexagone et l'Outre-mer qui devraient être nos seuls sujets de préoccupation, même si nous devons d'abord protéger notre territoire. Nous ne pouvons pas être indifférents au sort des peuples et à ce qui est aussi notre responsabilité internationale.

Ceux qui laissent penser qu'on pourrait avoir ce confort en ignorant le monde nous trompent et vous trompent, parce que ce repli serait dangereux. La stabilité et la sécurité de régions entières nous concernent et peuvent mettre en péril notre propre sécurité, nous le savons. Ce qui se passe en Afrique de l'Ouest, ce qui se passe en Irak, en Syrie et dans d'autres régions du monde nous concerne directement.

Chacun sait ici que les actes terroristes qui ont frappé notre pays ont été préparés de l'extérieur ; pas simplement encouragés, mais organisés. Donc nous avons à nous préoccuper du monde parce que sinon, le monde pourra éventuellement menacer notre sécurité.

Le monde n'est pas imprévisible ; il peut être incertain ; mais il est toujours dangereux parce qu'il est soumis aux influences et aux rapports de force. Le diagnostic avait été clairement posé dans le Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale en 2013. Les conclusions de ces réflexions nous avaient permis de faire des choix et d'anticiper les risques pour bâtir un outil de défense dont on voit bien qu'il est approprié face aux menaces.

Mais je vais aussi être lucide : la situation internationale s'est encore dégradée depuis 2013. Il y a un changement de nature et même d'échelle du terrorisme. Il y a un délitement de certains États. Il y a l'amplification des trafics de toutes sortes, la criminalité internationale et puis des puissances militaires qui veulent peser, y compris parfois sur notre propre intérêt ou nos propres objectifs.

Donc, la France doit absolument garder son autonomie de décision. Bien sûr en étant fidèle aux alliances : nous sommes dans l'organisation de l'OTAN. Mais nous avons toujours cette

capacité de décider de manière indépendante et de faire des choix qui correspondent à nos intérêts et à nos valeurs, de pouvoir aussi décider et d'intervenir par nous-mêmes dans le respect du droit international. Nous le faisons à chaque fois parce que nous pensons que c'est juste et aussi parce que nous pouvons le faire grâce à notre outil de défense.

Voilà pourquoi il nous faut des capacités ; il nous faut avoir une défense qui puisse s'adapter aux situations. C'est vrai pour les équipements ; c'est vrai pour les personnels.

Il y a une autre réalité qui doit être présente dans vos esprits : c'est que nous serons bientôt le seul pays de l'Union européenne à être membre permanent du conseil de sécurité et à disposer d'une force de dissuasion.

Cette singularité nous oblige, c'est-à-dire nous conduit à être à l'initiative, à être une force d'entraînement au niveau européen. L'Europe elle-même doit prendre au sérieux et à bras-le-corps la question de sa défense. L'Europe de la défense est une condition, non seulement pour assurer notre protection, mais aussi pour permettre que la paix puisse être un objectif partagé.

Des pas importants ont été faits ces derniers mois dans cette direction et j'en remercie le ministre d'y avoir travaillé. L'autonomie stratégique, le développement de moyens de financement, les capacités de planification sont des pistes de travail que nous avons lancées, notamment avec nos amis allemands, et que nous avons ensuite fait partager avec l'ensemble de l'Union européenne. Mais il y aura encore à persuader et à convaincre.

J'ai d'ailleurs averti mes collègues chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne. Je leur ai dit que c'était à eux de décider aussi de leur destin, de ne pas être dépendants, soumis aux aléas stratégiques, y compris de notre principal allié. Nous devons tout faire pour qu'il y ait une solidarité transatlantique, mais en même temps, nous avons aussi en Europe à prendre nos responsabilités. La France est porteuse de cette parole.

Mais pour qu'elle puisse être écoutée, la France doit avoir une armée performante ; et c'est le cas. Je voulais ici non pas vous en convaincre - il n'en est pas besoin - mais en convaincre certains esprits chagrins. Il en existe - pas dans les armées, car cela n'est pas concevable avec la discipline - mais il en existe à l'extérieur, quelquefois alimentés de l'intérieur, cela peut arriver.

Non, nos armées sont non seulement vaillantes - mais cela ne suffirait pas - nos armées sont respectées et le chef d'état-major, le général de Villiers peut en témoigner. Partout où il lui arrive de siéger avec ses homologues européens ou étrangers, partout il est dit combien nous sommes non pas simplement à la hauteur mais en grande capacité. Je veux ici lui renouveler toute ma confiance.

C'est grâce à l'effort de défense, celui que nous avons consacré depuis 2012, que j'ai pu prendre des décisions majeures pour notre pays, notamment afin de conjurer la menace terroriste.

Le terrorisme islamiste a changé de nature. Au-delà de nos propres vies qui peuvent être menacées, ce terrorisme vise nos valeurs, notre identité, brouille les frontières et les repères, et occupe même des territoires.

Il nous conduit à le frapper là où il est installé et à faire en sorte que nous puissions éviter des attaques contre nous. Nous devons aussi assumer de libérer, dans le cadre d'actions internationales, des populations qui peuvent être soumises à cette organisation terroriste.

Il y a 4 ans presque jour pour jour, c'était le 11 janvier 2013, le Mali était menacé ; menacé en tant qu'État. Des groupes terroristes contrôlaient déjà le Nord du pays. Que devons-nous faire ? Que devais-je faire ? Considérer que la déstabilisation du Sahel n'était pas notre affaire, que nous n'étions donc pas concernés, nous en laver les mains alors même que le risque était grand pour notre propre sécurité ? J'ai pris les initiatives nécessaires et nous sommes intervenus militairement.

Ce qui a été fait là-bas en termes de combat et de logistique a été exceptionnel et a sauvé non seulement le Mali mais sans doute l'Afrique de l'Ouest. J'aurai l'occasion encore, me rendant à Bamako pour un Sommet entre la France et l'ensemble des pays africains, à en avoir de nouveau la confirmation.

Aujourd'hui, Barkhane soutient les pays du Sahel, mais ce que nous voulons c'est aussi qu'ils puissent assurer leur propre défense, d'où le rôle en matière de formation.

Il y a eu aussi une autre opération - SANGARIS - en Centrafrique. Ce n'était pas la même logique ; là il s'agissait de séparer des populations qui voulaient se faire la guerre entre elles. Pouvions-nous là encore rester les bras croisés face à des exactions et des massacres ? Il fallait bien qu'il y ait une force qui vienne au secours des civils.

Nous l'avons fait. Au départ seuls, parce que nous sommes la France, mais ensuite dans le cadre d'un mandat qui nous a été donné. Nous l'avons fait au nom de la communauté internationale. Maintenant, la mission étant largement accomplie, nous avons transféré notre responsabilité à l'ONU et donc à la MINUSCA.

Au Levant, c'est-à-dire en Syrie et en Irak, il nous fallait agir contre Daech. Là-bas, c'est dans le cadre d'une coalition que nous combattons. Nous y prenons toute notre part. Les résultats sont là. Je reviens d'Irak : Daech recule, la bataille de Mossoul est engagée. Ce sera long mais la victoire est certaine.

Là encore, grâce à nos militaires qui agissent dans le cadre de missions de formation, de conseil mais aussi d'intervention grâce à nos pilotes, grâce à tous ceux qui permettent de préparer nos avions, grâce aussi à une batterie d'artillerie, nous appuyons directement les forces qui combattent au sol Daech en Irak, mais aussi en Syrie.

Là aussi, je veux saluer ce qui s'est produit parce que nous faisons en sorte d'être efficaces mais de ne pas menacer la population civile. Regardez la différence entre ce qui se produit à Mossoul - et qui est déjà douloureux - et ce qui s'est passé à Alep où des familles, des enfants, ont été pris en otage sous les bombardements. C'est l'honneur de la France de faire en sorte que jamais la population civile ne puisse être concernée alors même que d'autres sont dans le déshonneur en confondant les terroristes et les populations civiles.

À côté de ces opérations pour combattre en Afrique et au Levant, il y a toutes les missions que nous devons tenir pour respecter nos engagements. Je pense au Liban avec notre participation à la FINUL, au déploiement chez nos alliés Baltes dans le cadre de l'OTAN, mais également à la lutte contre la piraterie, contre les trafics illicites. C'est ce que nous faisons c'est ce que vous faites, en Méditerranée, au large de la Libye, en Océan indien, dans le Golfe de Guinée.

Puis, il y a ce qui ne se voit pas et qui est pourtant essentiel pour notre indépendance : la dissuasion. Depuis plus de cinquante ans, elle est le socle de notre indépendance. Là encore, l'actualité vient nous conforter dans ce choix stratégique, parce que notre force nucléaire nous permet d'être indépendants, souverains et de protéger nos intérêts fondamentaux.

Faut-il aussi que notre force nucléaire puisse être crédible et pérenne.

Crédible avec les deux composantes. J'ai eu l'occasion de le rappeler. La dissuasion nucléaire, c'est deux composantes, aérienne et océanique. Parce que c'est essentiel pour qu'elle puisse être fiable, pour qu'elle puisse justement jouer tout son rôle.

Ceux qui cherchent des économies ne devraient pas aller plus loin. Il n'y a pas d'économies à imaginer dans la force de dissuasion.

Il nous faut aussi que cette force de dissuasion soit pérenne et donc repose sur un outil industriel lui-même performant, pour relever des défis, notamment celui de la simulation. Voilà pourquoi c'est important. Et je voulais le dire ici, avec l'ensemble des chefs d'état-major, pour bien situer nos responsabilités.

Vous assurez aussi la protection de notre territoire. J'ai renforcé, compte tenu des circonstances, les postures permanentes de sauvegarde maritime et de sûreté aérienne. Ici, des opérations sont conduites vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept et elles sont essentielles pour assurer cette mission.

Après les terribles attentats du 7 janvier 2015, c'était il y a deux ans, j'ai également pris la décision de déployer nos soldats sur le territoire national pour renforcer la sécurité de nos concitoyens et accroître la vigilance contre les menaces d'attentat terroriste.

C'était une nécessité. Je sais que cette décision a pu parfois faire surgir un débat. Est-ce le rôle des militaires de venir s'ajouter aux forces de police et de gendarmerie ? Est-ce que c'est bien

une opération intérieure, qui doit être exercée par des militaires ? Je le crois, je le pense et maintenant j'en ai avec vous la confirmation.

Parce que c'est une vraie opération qui appelle là encore beaucoup de professionnalisme. C'est ce qu'a démontré SENTINELLE, complément indispensable de l'action de nos forces de sécurité intérieure. Regardez ce qui s'est produit au cours de ces fêtes de fin d'année avec cette mobilisation exceptionnelle. Exceptionnelle et qui pourtant va se prolonger encore dans le temps.

Il nous faut aussi nous protéger de nouvelles menaces et je pense notamment à des attaques qui peuvent concerner notre espace numérique.

C'est tout l'enjeu de la cyber-défense qui doit nous permettre d'éviter que des données essentielles soient détournées, que des informations confidentielles ou privées soient divulguées, qu'on puisse détruire des infrastructures et qu'il puisse y avoir un espionnage à des fins militaires, criminelles, politiques, industrielles.

Vous avez vu que c'est une menace qui ne concerne pas que notre pays. Alors nous devons être d'une grande efficacité.

C'est pourquoi le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, a sur ma demande pris un certain nombre de décisions. Il a annoncé la création d'un commandement cyber. Il a mis en place une doctrine et le gouvernement a décidé un recrutement massif de spécialistes pour acquérir à la fois les expériences, les techniques et les moyens appropriés pour nous protéger contre tous ceux qui voudraient, ici, nous attaquer par ces moyens-là. C'est un principe de souveraineté.

Nous devons protéger non seulement les personnes, non seulement les territoires, mais aussi maintenant les espaces numériques.

Voilà nos missions. Elles sont nombreuses et je sais ce qu'elles vous demandent : une disponibilité permanente, un engagement de tous les instants. Pour un militaire, le temps d'activité ne se décompte pas.

Mais on ne peut pas demander toujours aux mêmes et toujours davantage. Il faut qu'il y ait des contreparties et des compensations. C'est le sens de la concertation que le ministre a mis en place avec le Conseil supérieur de la fonction militaire qui accueille désormais les associations professionnelles nationales de militaires.

Des mesures importantes ont été prises en faveur de la condition militaire. Je ne vais pas ici les détailler, mais il faut quand même à un moment en parler, sinon cela ne se saura pas. Il y a des dispositions qui ont été prises en 2016 et d'autres qui seront prises en 2017 : le séquençage du paiement des cinq derniers jours de permissions complémentaires et la mise en place de dispositifs de fidélisation pour les métiers et spécialités en tension. Parce que c'est finalement la contrepartie des sacrifices que vous consentez.

Je porte aussi une grande attention à la situation des familles, parce qu'elles vivent également les contraintes de l'état militaire : elles doivent être accompagnées. Là encore, des dispositions doivent être prévues et vos chefs me le rappellent régulièrement.

C'est d'autant plus nécessaire que la Nation doit être pleinement derrière son armée. Si on regarde dans les enquêtes d'opinion le taux de satisfaction des armées, cela ferait rêver bien des civils. Mais c'est aussi une marque de confiance qui doit avoir d'autres traductions, notamment celle de l'engagement.

Tout à l'heure, j'ai rencontré des jeunes qui sont dans la Garde nationale. Cette Garde nationale, je l'ai décidée et elle va se mettre en mouvement, monter en puissance tout au long de l'année 2017. Et à l'horizon 2018, elle comprendra 85.000 femmes et hommes dont 40.000 réservistes opérationnels au ministère de la défense qui pourront être déployés dans tous les milieux : terrestre, maritime, aérien et cyber. Il s'agira d'employer chaque jour plus de 9.000 hommes et femmes dont 4.000 des armées, en renfort des unités d'active.

C'est très important pour le soutien aux missions qui sont les vôtres, mais c'est également essentiel pour renforcer ce lien entre l'armée et la Nation autour d'une valeur que nous devons faire partager, qui est celle de l'engagement.

Il n'est pas toujours possible de demander, de réclamer, de vouloir plus de protection, plus de sécurité - ce que je comprends parce que c'est une aspiration très forte de notre pays après tout ce qui s'est produit - sans montrer à un moment que nous sommes prêts à donner un peu de notre temps pour que la Nation puisse être plus forte, rassemblée et surtout mobilisée.

Il faut savoir donner à la patrie ce qu'elle nous confère, c'est-à-dire une fierté, une capacité, une souveraineté. C'est pourquoi il est si important - maintenant que la conscription a disparu depuis déjà plus de vingt ans - que nous puissions restaurer ces valeurs d'engagement et de participation.

C'est aussi pourquoi la Nation doit elle-même faire un effort pour sa défense. Rien n'est gratuit et rien ne peut être assuré sans la participation citoyenne, cela veut dire aussi financière, du pays.

Pour ma part, j'ai tenu à respecter intégralement la Loi de programmation militaire qui avait été votée en 2013. C'était la première fois qu'une Loi de programmation militaire était respectée. D'habitude on affichait des objectifs, souvent audacieux, et finalement on les oubliait en chemin. J'ai considéré qu'il n'était pas possible d'avoir cette pratique trop commode de vanter à un moment, à travers le vote d'une loi, des objectifs et de ne pas en assurer la réalisation.

J'ai également arrêté la diminution constante des effectifs qui courait quels que soient les gouvernements. En 2019 nous compterons près de 29.000 postes de plus que ce qui avait été

prévu en 2013.

Je ne l'ai pas fait simplement pour complaire à une revendication, ou parce que je savais que c'était ce que nos armées réclamaient, mais parce que c'était la nécessité. Notamment après ce qui avait été constaté comme menace, ce que notre pays avait enduré comme souffrance, c'est ce qu'il devait consentir pour assurer sa sécurité et sa protection.

J'ai veillé aussi à ce que le budget de l'année dernière, 2016, qui avait été voté - je remercie les parlementaires - soit intégralement exécuté tel qu'il était prévu et que les opérations extérieures puissent être également intégralement couvertes par des financements. C'était aussi la première fois.

L'année prochaine, le budget de la défense augmentera de plus de 600 millions d'euros parce que nous devons, année après année, faire cet effort.

D'ailleurs nous constatons que nos armées se modernisent. Je pense aux véhicules blindés, aux lance-roquettes, aux hélicoptères Tigre, aux NH90, A400-M, aux Rafale, aux drones Reaper, aux frégates multi-missions, aux missiles de croisière, aux bâtiments de soutien ; je ne vais pas ici en faire la liste.

De nouveaux programmes vont arriver encore à partir de 2017 : les nouveaux fusils d'assaut, les équipements de combat du programme Scorpion, les avions ravitailleurs, les sous-marins Barracuda.

Il en manquera toujours et il y aura toujours des demandes supérieures. Mais nous faisons cet effort et pour y parvenir il faut du temps ; d'où l'enjeu des Lois de programmation.

Ces matériels font que nos armées aujourd'hui sont sans doute l'une des mieux équipées au monde. Nous en avons eu la démonstration sur certaines opérations.

Cet effort doit être poursuivi tout au long des prochaines années. Il est souvent évoqué le chiffre de 2% de la richesse nationale qui doit être consacrée à notre défense.

Pour que les choses soient bien claires, nous sommes aujourd'hui au-dessus de 1,8%. Nous devons aller vers 2%. À quel horizon ? Sûrement sur les cinq prochaines années. Ce sera un effort parce que cela suppose des choix. Ce que l'on met là, on ne le mettra pas ailleurs, même si je pense qu'il y a aussi d'autres priorités, et l'éducation en est une.

Mais nous devons assurer cet effort de défense. Pourquoi ? Parce que nous devons moderniser les matériels. Parce que nous devons assurer la formation des personnels. Parce que nous devons déployer des opérations. Parce que nous devons assurer nos missions. Parce que nous devons protéger les Français.

C'est parce que les Français se sentiront protégés qu'ils pourront eux-mêmes être plus confiants dans leur avenir et sans doute plus performants sur le plan économique. Parce qu'il y a aussi un lien entre ce que nous faisons pour notre défense et ce que notre industrie peut être capable de faire.

Plus de 4.000 entreprises travaillent pour la défense, et le niveau des commandes publiques constitue un puissant levier d'investissement, de technologie, d'emploi et d'exportation.

De ce point de vue, l'année 2016 aura été une année record puisque nous avons pu exporter notamment le Rafale. Je rappelle qu'il n'y en avait pas un qui avait été vendu avant, non pas parce que l'avion n'était pas bon, mais parce que nous n'avions pas pu convaincre, j'imagine. Mais, il n'y a pas que le Rafale. Il y a aussi ce contrat, Jean-Yves Le Drian y était il y a quelques jours, de sous-marins avec l'Australie. Quand je dis des sous-marins, c'est aussi tout l'équipement qui va avec.

Alors je veux féliciter bien sûr le ministre, les équipes, les chefs d'état-major, nos ingénieurs, tous ceux qui contribuent à ce que nous puissions représenter les meilleurs produits, les meilleurs matériels. Mais je veux vous féliciter parce que si ces matériels n'étaient pas déployés comme ils le sont, s'ils n'étaient pas servis comme vous le faites, ce serait très difficile de convaincre de leur fiabilité, de leur crédibilité, de leur efficacité. Donc c'est une équipe. Vous êtes l'équipe de France qui permet d'avoir ces réussites à l'exportation.

Nous faisons aussi en sorte, parce qu'il ne s'agit pas simplement de vendre du matériel, que ce que nous vendons à des pays partenaires puisse être utile à la sécurité collective. Nous ne faisons pas simplement du commerce, nous menons aussi une politique extérieure à travers l'exportation de ces matériels.

Voilà ce que je voulais vous exprimer en cette période de vœux : ma fierté pour ce que vous réalisez, ma confiance, celle des Français par rapport aux missions qui vous sont confiées ; mais aussi ma détermination, celle dont j'ai fait preuve pendant près de cinq ans pour assurer les moyens nécessaires à notre défense, pour que nous puissions continuer dans cette direction.

Il y aura des choix à faire - vous aurez également comme citoyen à en décider - mais il faut avoir cette perspective, ce temps long qui est indispensable au-delà des majorités ou des personnalités. Le temps long parce que la France n'est pas un pays qui peut être soumis simplement à des mouvements d'humeur, à des modes, ou à des emportements.

La France a une histoire, elle a des principes, elle a des valeurs et elle est attendue, espérée partout dans le monde. Vous devez vous-mêmes en prendre conscience. Nous ne faisons pas simplement que réagir aux événements. Il y a de nombreux domaines dans l'action publique où ce que nous décidons le temps d'un mandat va se réaliser parfois bien après. Cela vaut pour un équipement, cela vaut pour des décisions budgétaires. Alors il faut avoir cette vision stratégique, il faut avoir cette conception du rôle de la France et cette exigence qui est notre indépendance.

Combien de pays peuvent se dire indépendants dans un monde incertain comme nous le connaissons ; dans un monde où des puissances s'affirment, où certains rêvent à redevenir des forces d'influence ? Combien de pays peuvent dire qu'ils sont capables de réagir par eux-mêmes ? Très peu. La France en est un ; d'abord grâce à ce qu'elle porte comme cohésion - nous ne devons jamais nous laisser à la division - mais grâce aussi à sa politique de défense.

Voilà le sens de cette cérémonie de vœux, qui est aussi de rappeler le lien essentiel entre la Nation et son armée. Le chef de l'État représente ce lien, parce qu'il émane de la Nation et parce qu'il est le chef des armées. Donc c'est l'occasion de le rappeler aujourd'hui, à Mont-de-Marsan, devant vous tous rassemblés, représentant l'ensemble de nos armées - je n'oublie pas les personnels civils, je n'oublie pas les anciens combattants qui sont là, comme pour nous rappeler qu'il y a cette longue histoire, ce sacrifice.

J'étais tout à l'heure dans un bâtiment Normandie-Niemen et cela rappelle beaucoup de valeurs partagées, ce qu'a été ce combat pour notre propre liberté durant la Seconde guerre mondiale.

Je pense aussi aux jeunes qui sont là, qui se sont engagés ou qui sont volontaires et qui témoignent du lien entre les plus anciens et les plus jeunes, les forces actives, la Nation ici rassemblée.

Je veux vous dire donc toute ma reconnaissance, toute ma gratitude, et je vous adresse mes meilleurs vœux de réussite pour l'année qui s'ouvre car votre réussite c'est la réussite de la France.

Vive la République et vive la France !./.

(Source : site Internet de la présidence de la République)